

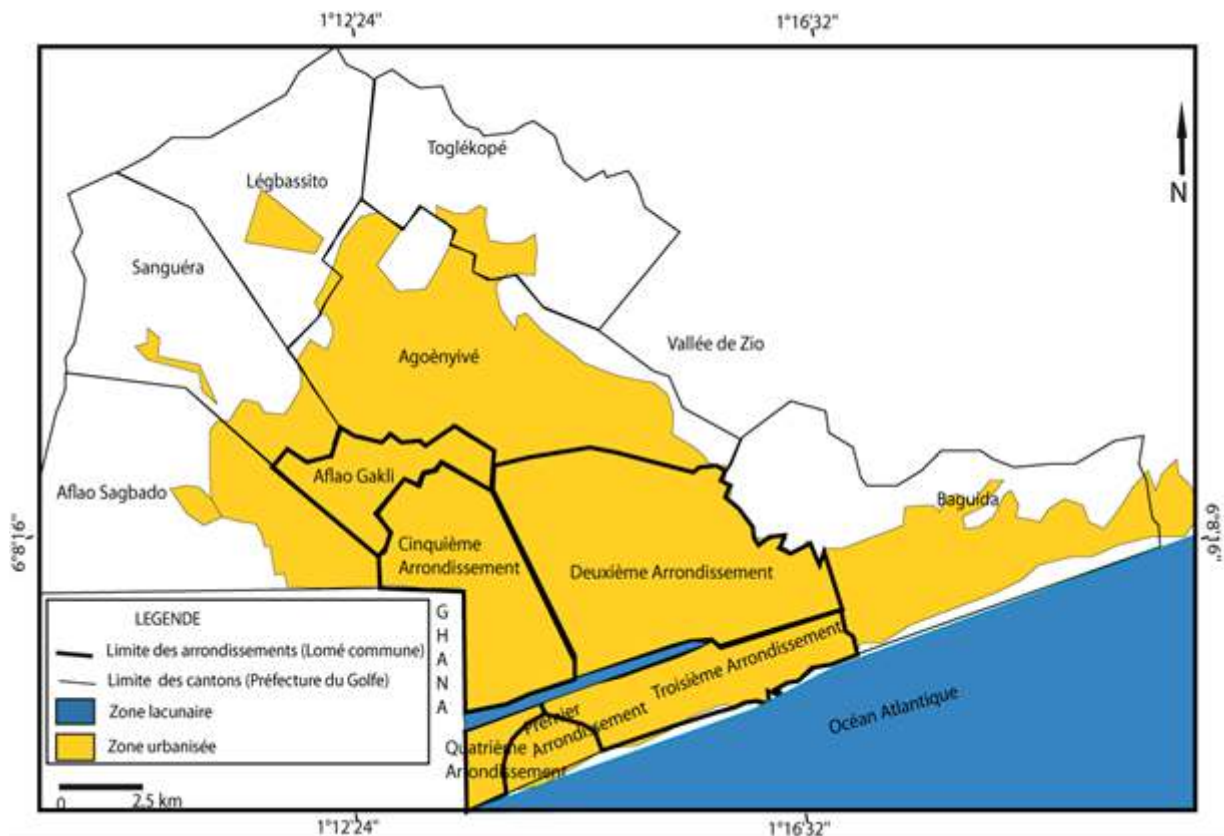
MOBILISATION DES RESSOURCES COMMUNALES ET DEVELOPPEMENT LOCAL DANS L'OPTIQUE DE LA DECENTRALISATION A LOME AU TOGO

KOFI XOLASE DOWUI

L'objectif poursuivi à travers cette thèse était d'examiner dans la commune urbaine de Lomé, les capacités de mobilisation des ressources et leurs affectations en vue d'assurer un meilleur financement du développement local. Cette thèse s'articule autour des notions de décentralisation, de ressources communales et du développement local. La première partie est intitulée : décentralisation et organisation territoriale de la ville de Lomé. Elle fait ressortir les fondements de la décentralisation, sa genèse, son évolution et les freins du processus au Togo. L'analyse de l'organisation administrative de la ville de Lomé ainsi que les facteurs liés aux mutations spatio-temporelles y sont traités. La deuxième partie porte sur : les ressources communales (financières et humaines) : un véritable enjeu pour le développement local. Un grand intérêt est accordé à l'état et à la nature des ressources qui influencent le développement local. Il est question de l'analyse de la mobilisation des ressources humaines et financières (générées par l'imposition), des défis à relever à l'échelle locale et des enjeux du développement local à Lomé à travers le rôle des acteurs.

A l'image des grandes villes d'Afrique subsaharienne, Lomé, la capitale du Togo connaît une forte croissance urbaine (Carte n°1). Depuis le début des années 1990, la ville traverse une période de crise. Le constat est amer : dégradation de la voirie, gestion approximative des déchets et des marchés, éclairage public médiocre ou absent dans plusieurs quartiers, système d'assainissement défectueux..., les autorités municipales font l'objet de vives critiques. L'organisation de l'économie locale (marchés, collecte des taxes, etc.) basée sur les échanges entre la ville-pôle et son hinterland, est souvent source de conflit entre agents municipaux et les citoyens. La mobilisation des ressources pour faire face aux besoins sans cesse croissants de la ville est un véritable « casse-tête » pour les autorités locales qui tiennent leur légitimité d'une décision administrative de l'Etat.

Carte n°1 : Lomé commune et Golfe urbain



Source : AGETUR (2011), carte actualisée par DOWUI K. X., (2013)

Alors que la décentralisation n'est donc toujours pas effective, on note des problèmes administratifs et une faiblesse des ressources mobilisées pour financer les services de base. Incivisme fiscal, déficit de ressources humaines, d'identification du gisement fiscal et de recouvrement, les maux qui freinent le développement de la ville sont nombreux. En effet, les systèmes d'identification des voies et des constructions n'ont pas suivi le rythme de l'urbanisation et les citoyens hésitent à payer des taxes pour des services urbains médiocres.

L'effectivité de la décentralisation, suppose un fort engagement politique et une implication des populations. Au Togo, malgré la pression des bailleurs de fonds (UE et PNUD), la capacité du pouvoir à mettre en œuvre la décentralisation à travers l'adoption des textes et l'organisation des élections reste très faible. Face à ce manque de volonté politique, les partis de l'opposition opposent un programme axé essentiellement sur la « conquête des territoires décentralisés ». Alors que le développement local semble très peu abordé dans les discours des « politiques », il est mis en avant par la société civile qui y voit un moyen pour capter des financements et être présent sur le terrain. Enfin, les populations, de leur côté, se sentent peu concerner par un processus jugé vicié par le pouvoir central. Les entraves techniques et socio-politiques à la mise en œuvre de la décentralisation au Togo fragilise la commune de Lomé dont les actions sont absorbées par un pouvoir central soucieux de « conquérir la capitale ».

Avec un effectif peu qualifié qui a diminué en moyenne, de 26 à 70 agents entre 2000 et 2011, Lomé, a du mal à bénéficier pleinement de ses atouts économiques (Port autonome, les marchés dont celui sous régional d'Adawlato, grands commerces, etc.). Avec un budget largement déséquilibré et en faveur du fonctionnement (85 à 97 % des dépenses entre 2006 et 2013), la ville réalise très peu d'investissement en témoigne la dégradation des infrastructures de base (Photo 1).

Photo n°1 : Déchets dans le canal d'équilibre dans le quartier de Doulassamé



Source : DOWUI K. X., cliché 2010

Lomé a plus que jamais besoin de l'effectivité de la décentralisation avec un transfert des ressources. Pour cela, une mise en œuvre efficace d'actions de communication pour permettre à la population de s'approprier le processus est souhaitable. En outre, dans l'optique d'une autonomie des collectivités, un réaménagement de la répartition des ressources fiscales entre les régies financières du pouvoir central et celle de la commune de Lomé est nécessaire. Parallèlement, d'autres actions peuvent être menées. L'adressage facilitera l'identification des contribuables, la collecte des impôts et une bonne gestion des services urbains.

Mais pour la réussite de ces actions, un changement d'échelle spatiale s'impose. A l'image du Grand Abidjan et du Grand Accra, la métropolisation prend forme à Lomé, avec l'initiative du Grand Lomé qui doit se concrétiser par un redécoupage territorial permettant à la ville de mieux maîtriser ses limites administratives.

Fiche informative

Discipline

Géographie

Directeur

M. Wonou OLADOKOUN, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo

Université

Université de Lomé, Togo

Membres du jury de thèse, soutenue le 19 décembre 2014

- Ayéchoro Koffi AKIBODE, Professeur, Université de Lomé, Togo
- Christophe HOUSSOU, Professeur, Université d'Abomey-Calavi, Cotonou, Bénin
- Koudzo SOKEMAWU, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo
- Wonou OLADOKOUN, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo

Situation professionnelle actuelle

Chercheur associé au CESSMA

Courriel de l'auteur

dowuid@yahoo.fr